



HAL
open science

Déranger ou dégenrer l'espace savant masculin? Retour d'expérience sur le séminaire Femmes et savoirs

Valérie Burgos-Blondelle, Juliette Lancel, Isabelle Lémonon-Waxin

► To cite this version:

Valérie Burgos-Blondelle, Juliette Lancel, Isabelle Lémonon-Waxin. Déranger ou dégenrer l'espace savant masculin? Retour d'expérience sur le séminaire Femmes et savoirs. Zilsel : science, technique, société, 2021, 9, p. 331-359. hal-03477530

HAL Id: hal-03477530

<https://hal.science/hal-03477530>

Submitted on 13 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Déranger ou dégenrer l'espace savant masculin ? Retour d'expérience sur le séminaire *Femmes et savoirs*¹

Valérie Burgos-Blondelle²

Juliette Lancel³

Isabelle Lémonon-Waxin⁴

Jeudi 27 novembre 2014, 14h, la salle des séminaires du Centre Alexandre Koyré (CAK) s'anime d'un public nouveau. On n'attendait pas autant de monde pour cette première séance ! Intervenante et discutante prennent place. C'est la première rencontre de l'atelier *Femmes et savoirs*⁵. Ce nouvel espace d'échanges vise à interroger la place des femmes et du genre dans l'histoire des sciences et des savoirs⁶, dans la continuité d'expériences antérieures. L'enquête autour de la production et des pratiques de savoirs par les femmes et les hommes, du 17^e au 20^e siècle, constitue le cœur de ce séminaire. Si la première année d'activité s'est plutôt concentrée sur la production, la circulation et la représentation des femmes à ces époques, à partir de la seconde nous avons exploré les espaces, les frontières et les marges de cette production. Nous avons consacré la dernière année d'activité à l'articulation entre pratiques savantes et pouvoir genré. Au fil de trois années de rencontres mensuelles, les discussions ont mûri et une véritable communauté s'est construite.

L'objectif de cet article est de proposer une analyse réflexive sur l'expérience menée d'octobre 2014 à juin 2017. L'objet du séminaire, son public et les difficultés à mener un tel projet en France seront abordés, tout comme la réception des travaux et réflexions menés dans ce cadre. À travers l'histoire des mises en (in)visibilité des femmes et des questions de genre dans le champ scientifique, le séminaire *Femmes et savoirs* a constitué un « lieu de savoir », c'est-à-dire « à la fois un lieu de construction, de matérialisation, d'objectivation, d'inscription et de circulation sociale »⁷. En interrogeant les choix historiographiques ayant rendu les femmes invisibles en histoire des sciences, il a ainsi tenté de mettre en action, par sa tenue même et la communauté qu'il a formée, une politique des savoirs luttant contre les rapports de domination et leurs effets d'exclusion.

¹ Nous souhaitons vivement remercier les directeurs de publication de *Zilsel* qui sont restés à l'écoute des difficultés rencontrées au cours de cette période d'écriture sous pandémie. Nos remerciements vont plus particulièrement à Arnaud Saint-Martin dont les commentaires et suggestions ont contribué à enrichir nos réflexions et à Isabelle Bruno pour ses précieuses propositions. Notre gratitude va également à Jeanne Peiffer et Patrice Bret qui ont accepté de se soumettre à un questionnaire post-séminaire.

² Comité pour l'histoire du CNRS, Cermes3, valerie.burgos@cnrs.fr.

³ IHM, Lausanne, lancel.juliette@gmail.com.

⁴ Cermes3, isabelle.lemonon@cnrs.fr.

⁵ <https://femmesetsavoirs.sciencesconf.org/>.

⁶ À l'exemple de Dominique Pestre, nous nous situons dans une histoire qui « ne prend pas la science comme une chose évidente et donnée, comme une réalité transhistorique, comme une catégorie non problématique ». Il nous apparaît donc important de prendre en compte toutes les formes de savoir, scientifiques ou non (techniques, professionnels, gestuels, sociaux, etc.). Dominique Pestre, « Écrire une *Histoire des sciences et des savoirs* de longue durée », *Histoire des sciences et des savoirs*, t. 1. *De la Renaissance aux Lumières*, Paris, Seuil, 2015, p. 9-15, Citation p. 9-10.

⁷ Christian Jacob, « Introduction », *Qu'est-ce qu'un lieu de savoir ?* [en ligne], Marseille, OpenEdition Press, 2014 (généré le 21 mars 2021).

Pourquoi un séminaire croisant histoire des sciences & des savoirs et histoire des femmes & du genre ?

Les premiers enseignements universitaires autour de l'histoire des femmes apparaissent en France en 1973, portés entre autres par Michelle Perrot et Yvonne Knibiehler, installées dans la carrière sur des champs de recherche reconnus et dominants dans la période d'après-guerre⁸. Il faut attendre les années 1980 pour que les questionnements féministes cristallisés lors du colloque *Femmes, Féminisme et Recherches* (Toulouse, 1982) s'institutionnalisent lentement. En 1984, l'Action thématique programmée (ATP) « Recherches sur les femmes et recherches féministes », dirigée par Rolande Treppe, offre des opportunités de recherche et de financement. Mais, à la fin de ses activités (1987), cette initiative échoue à rassembler de manière transversale au sein des institutions de recherche⁹. La grande synthèse dirigée dans les années 1990 par Michelle Perrot et Georges Duby¹⁰ offre à son tour un socle de légitimité à une approche souvent sujette aux tensions, à la frontière entre militantisme et recherche, tandis que Yannick Ripa publie le premier manuel d'histoire des femmes¹¹. Ce socle est renforcé par la création de la revue *Clio* (sous-titrée *Histoire, Femmes et Sociétés*, puis *Femmes, Genre, Histoire*) en 1995, offrant un espace de publication scientifique dédié. La mobilisation des historien·nes¹² conduit quelques années plus tard à la naissance d'un collectif associatif, *Mnémosyne*, à l'origine d'un second espace de publication, *Genre & Histoire*.

Le début des années 2000 va de pair avec un intérêt des institutions françaises pour la place des femmes dans leurs organisations sous l'impulsion des directives européennes : le CNRS crée une mission, l'EHESS enquête¹³. Enfin, l'année 2012 voit la naissance de l'Institut du genre et sa traduction scientifique dès 2014 avec le premier congrès d'études de genre en France. Toutefois, tous ces espaces restent majoritairement dédiés au social, au politique, au culturel et aux questions concernant le corps. Pour qui s'intéresse à l'histoire des sciences et des techniques, un détour par les questions d'histoire intellectuelle et du travail apparaît nécessaire. Rappelons ainsi le séminaire interdisciplinaire *Femmes au travail, questions de genre, 15^e-20^e siècle*, animé par Martine Sonnet à l'IHMC. Entre 2009 et 2012, il a constitué l'une des premières expériences sous l'angle des sciences et des savoirs en France¹⁴. Aux côtés de ces travaux collectifs, quelques historien·nes des sciences ont également questionné leurs objets de recherche à l'aune du genre de manière individuelle¹⁵. En dépit de ces travaux, l'histoire des sciences en France affiche un retard certain au regard de la multiplication des ouvrages et des thèses portant sur les questions de genre dans la discipline historique.

Dans la mesure où plusieurs séminaires en sciences sociales avaient déjà été consacrés à la place des femmes et du genre, pourquoi avoir rouvert ce questionnement en 2014 ? Notre motivation

⁸ Pour davantage d'éléments sur ces balises, on pourra se reporter à *Généralisations historiennes. 19^e-21^e siècle*, Yann Potin et Jean-François Sirinelli (éds.), Paris, CNRS Éditions, 2019.

⁹ Hélène Rouch, « Recherches sur les femmes et recherches féministes : L'Action Thématique Programmée du CNRS », *Les cahiers du CEDREF*, vol. 10, 2001, p. 103-112.

¹⁰ Georges Duby et Michelle Perrot (éds.), *Histoire des femmes en Occident*, 5 volumes, Paris, Plon, 1990-1991.

¹¹ Yannick Ripa, *Les femmes actrices de l'Histoire. France, 1789-1945*, Paris, SEDES, 1999.

¹² Nous avons fait le choix d'utiliser l'écriture inclusive préconisée par l'historienne de la littérature Eliane Viennot, mais d'autres formes sont possibles (comme le féminin générique italisé, par exemple). L'utilisation du féminin inclusif permet de remettre en visibilité les acteur·rices effacé·es par la langue.

¹³ Isabelle Backouche, Olivier Godechot et Delphine Naudier, « Un plafond à caissons : les femmes à l'EHESS », *Sociologie du travail*, vol. 51, n° 2, 2009, p. 253-274.

¹⁴ <https://fht.hypotheses.org/>.

¹⁵ On peut citer entre autres Patrice Bret, Delphine Gardey, Catherine Goldstein, Ilana Löwy, Jeanne Peiffer.

était double. D'une part, si, en France, existaient quelques séminaires de recherche traitant du genre en histoire, en sociologie ou en science politique, il n'y en avait aucun entièrement dédié à cette question dans le domaine de l'histoire des sciences à Paris. C'est pourquoi la création d'un espace d'interactions et d'échanges sur la présence des femmes dans la production des sciences et des savoirs nous a paru alors nécessaire. Nous visions non pas à proposer des travaux de recherche aboutis, mais avant tout à développer une réflexion collective croisant les approches théoriques et méthodologiques de recherche, dans un espace scientifique et politique¹⁶. En particulier, il nous paraissait prometteur d'ouvrir les échanges à des chercheur·euses issues de champs variés, dans une analyse transversale et non biaisée par une lecture au prisme des disciplines contemporaines. D'autre part, il s'agissait de mettre en évidence l'intérêt épistémologique de cette approche à la différence de certaines historiennes, pour qui elle se réduisait à étudier les femmes pionnières et ne présentait de ce fait que peu d'intérêt. Non seulement ce travail de mise en visibilité des femmes est utile et nécessaire, ne serait-ce que pour leur rendre justice, mais il consiste aussi, comme le rappelle Dominique Pestre à propos des années 1970-1980 aux États-Unis, à poser « *la question de la nature sexuée des savoirs eux-mêmes* »¹⁷. Il s'agit donc bel et bien d'un puissant enjeu de connaissance discuté pendant le séminaire. Intégrer les femmes et le genre, « *c'est [aussi] faire émerger des continents d'activités engloutis, c'est faire réapparaître des gestes et des rôles essentiels effacés des mémoires, c'est permettre de penser la variété des actes de production de savoir, une complexité trop rapidement ramenée à quelques grands hommes et lieux. [...] cela revient à faire que, au-delà des questions de genre, l'historien en vienne à raconter une histoire plus complète et passionnante, à ce qu'il fasse l'extraordinaire travail d'effacement et de réattribution qu'implique la fabrication des mémoires savantes.* »¹⁸

Le séminaire *Femmes et savoirs* a eu lieu à Paris, au Centre Alexandre Koyré (CAK – Histoire des sciences et techniques) dans le cadre des ateliers de doctorant·es de l'EHESS. De novembre 2014 à juin 2017, il a compté vingt-huit séances et a bénéficié de l'appui institutionnel et logistique de l'EHESS, conforté par une aide financière du CAK et du GDR 3398 « Histoire des mathématiques ». De tels soutiens matériels et symboliques ont facilité nos échanges avec la communauté internationale et, en particulier, avec la *Women's Commission* de la *Division of History of Science and Technology* (DHST) de l'*International Union of History and Philosophy of Science and Technology* (IUHPST). Alors doctorantes en histoire des sciences et des savoirs¹⁹, nous avons nous-mêmes animé le séminaire, que nous avons orienté suivant trois axes annuels : « Productions, circulations, représentations » (2014-2015) ; « Espaces, frontières, marges » (2015-2016) ; « Pratiques et pouvoir » (2016-2017). Le premier axe visait à ouvrir le questionnement de manière assez large sur les productions savantes des femmes, leurs circulations et les représentations dont elles font l'objet, tout en intégrant une réflexion sur leur rapport aux hommes, ainsi que sur les approches méthodologiques. Le deuxième nous a permis d'explorer différents espaces physiques et/ou sociaux particulièrement pertinents quant à l'analyse de la production et la circulation des savoirs par les femmes dans un monde savant masculin. Quant au dernier, il a

¹⁶ Dans la ligne des *Feminist Studies*, nous considérons qu'un savoir est toujours scientifique et politique.

¹⁷ Dominique Pestre, *Introduction aux science studies*, Paris, La Découverte, 2006, p. 76-82, p. 79.

¹⁸ *Ibid.*, p. 82.

¹⁹ Valérie Burgos-Blondelle travaillait sur l'histoire de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale au cours du second 20^e siècle ; Dalia Deias s'occupait de la fondation de l'Observatoire royal de Paris (17^e siècle) ; Juliette Lancel s'intéressait à l'histoire des discours sur les rêves au cours des 17^e et 18^e siècles ; et Isabelle Lémonon-Waxin s'employait à caractériser les pratiques des femmes dans la production scientifique en France à travers les sources du 18^e siècle.

été centré sur le « faire », en s'attachant à la fois aux pratiques matérielles de sciences ou de savoirs et à l'*agency*²⁰ des femmes concernées.

Ces axes de réflexion ont rapidement fait affleurer des enjeux épistémologiques majeurs en histoire des sciences et des savoirs. L'identité des personnes, et en particulier des femmes, « autorisées » à produire un savoir spécifique dans un lieu donné, apparaît très liée au contexte historique comme l'ont montré par exemple Gianna Pomata²¹ et Paula Findlen²² aux 17^e et 18^e siècles dans leurs études respectives. L'interaction entre savoirs produits, genre de leur auteur·rice et arène de production relègue bien souvent les femmes à des pratiques profanes²³, au moins jusqu'au 20^e siècle, et pousse à s'interroger sur l'existence ou non d'une spécificité de la contribution des femmes aux champs concernés. Prendre en compte les femmes amène nécessairement à examiner la manière dont les sociabilités (mixtes ou non) modifient les savoirs produits et leur acceptation. Cela contribue aussi à mettre en lumière des acteurs et actrices invisibilisé·es, les subalternes de l'entreprise savante à travers une stratégie d'écriture de l'histoire « par en bas ». Cette écriture plus complète de l'histoire des sciences et des savoirs, qui émerge dans une période de reconfigurations de la discipline, interroge la variabilité des savoirs dits féminins et masculins ainsi que leurs relations au pouvoir. Les nouveaux courants de recherche (*cultural studies*, *STS*) déplacent les questionnements, élargissent les champs de recherche et les corpus. Plus largement, les épistémologies féministes²⁴ questionnent l'objectivité des discours scientifiques et proposent de nouvelles formes d'objectivation²⁵. Enfin, ces réflexions soulignent nécessairement les oublis de la mémoire collective, très souvent défavorable aux femmes²⁶, amenant à examiner avec soin l'« injustice épistémique²⁷ » dont elles font l'objet du fait de leur genre²⁸.

Injustice épistémique

²⁰ L'*agency* constitue la marge de manœuvre, la capacité d'action d'un acteur sur son environnement. Judith Butler, *Gender Trouble: Feminism and the Subversion of Identity*, Londres, Routledge, 1990.

²¹ Gianna Pomata, « Practicing between Earth and Heaven: Women Healers in Seventeenth-Century Bologna », *Dynamis*, vol. 19, 1999, p. 119-143.

²² Paula Findlen, « Science as a Career in Enlightenment Italy: The Strategies of Laura Bassi », *Isis*, vol. 84, n° 3, 1993, p. 441-469.

²³ Londa Schiebinger, *The Mind Has No Sex? Women in the Origins of Modern Science*, Cambridge, Harvard University Press, 1989.

²⁴ Maria Puig de la Bellacasa, *Les savoirs situés de Sandra Harding et Donna Haraway*, Paris, L'Harmattan, 2014.

²⁵ Nous faisons référence ici à l'épistémologie du « point de vue » de Sandra Harding (*Whose science? Whose knowledge? Thinking from Women's Lives*, Ithaca, Cornell University Press, 1991), à l'approche intersectionnelle de Patricia Hill Collins (*Black Feminist Thought: Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*, London, Routledge, 2000 [1990]) ou encore aux « savoirs situés » de Donna Haraway. Ces épistémologies féministes réfutent le « point de vue » masculin comme neutre et universel, et considèrent que toute analyse scientifique est produite « de quelque part » introduisant nécessairement un biais qu'il est nécessaire de circonscrire, faisant de tout savoir un objet politique. Elles se distancient du risque de l'essentialisme et écartent la critique du relativisme, comme l'explique Donna Haraway : « La connaissance située suppose d'être bien conscient de la manière dont les points de vue sont construits et de leur contingence, mais elle n'accepte pas pour autant l'idée selon laquelle le savoir ne serait qu'une question d'opinion ». Donna Haraway, « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective », *Feminist Studies*, vol. 14, n° 3, 1988, p. 575-599.

²⁶ Julie Des Jardins, *Women and the Historical Enterprise in America: Gender, Race, and the Politics of Memory, 1880-1945*, Chapel Hill, UNC Press Book, 2003.

²⁷ Miranda Fricker, *Epistemic Injustice: Power and the Ethics of Knowing*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

²⁸ Elizabeth Anderson, « Feminist Epistemology: An Interpretation and a Defense », *Hypatia*, vol. 10, n° 3, 1995, p. 50-84.

L'injustice épistémique, expression proposée par la philosophe Miranda Fricker en 2007, désigne la remise en question de la capacité d'une personne à se positionner comme productrice de savoir dans le discours²⁹. C'est, selon Roberto Frega, « une forme de 'diminution' qui affecte un sujet-agent dans son statut de sujet connaissant. Elle consiste dans le fait de nier la crédibilité d'un sujet en raison de certains attributs sociaux qui, en principe, ne devraient pas affecter son autorité cognitive, comme par exemple le genre ou l'identité ethnique »³⁰. Les trajectoires de Jocelyne Burnell (découverte des pulsars) ou de Marthe Gautier (découverte de l'anomalie chromosomique de la trisomie 21), toutes deux évincées des équipes qui ont reçu le prix Nobel pour ces découvertes majeures (dont elles étaient à l'origine) illustrent la manière dont la légitimité scientifique d'une femme peut être mise en cause parce qu'elle est considérée comme subalterne en raison de son genre (et de son statut). Depuis les années 2010, des initiatives se multiplient pour rendre visibles ces injustices. En 2013, c'est *Google* qui consacre un *Doodle* (modification temporaire du logo de *Google*) à Rosalind Franklin (découvreuse invisibilisée de la structure hélicoïdale de l'ADN). En 2014, le comité d'éthique de l'Inserm publie un avis sur le cas de Marthe Gauthier concernant les oublis « regrettables » tant dans les publications que dans l'attribution des honneurs³¹.

Empowerment :



Le séminaire comme creuset d'une communauté de recherche

Tout a commencé quand Isabelle, dont le sujet de thèse abordait directement ces enjeux, a soumis à l'ensemble des doctorant·es du CAK lors de leur séminaire (fin juin 2014) l'idée de créer un séminaire d'histoire des sciences dont les actrices et objets d'étude seraient les femmes³². Elle a suggéré aux doctorant·es qui le souhaitaient d'échanger ensemble à partir des interrogations initiales qu'elle avait repérées (comme les statuts, les lieux de production des sciences, les réseaux, les rôles endossés, l'invisibilisation, etc.) sur la période 17^e- 19^e siècles. Cet appel a rapidement reçu le retour enthousiaste de Juliette, Dalia et Valérie. Formée à l'histoire et sensibilisée aux enjeux féministes, Juliette a proposé qu'il soit également question de genre et de savoirs. Sa recherche fondée sur les savoirs liés aux rêves nous a poussées à approfondir nos questionnements sur ce que recouvrent les termes sciences, savoirs et techniques. A son intérêt militant initial s'est peu à peu adjoint un intérêt scientifique. Dalia, quant à elle, considérait le sujet éthiquement et

²⁹ Miranda Fricker, *Epistemic Injustice: Power and the Ethics of Knowing*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

³⁰ Roberto Frega, « L'épistémologie des dominés », *Critique*, 2013/12 (n° 799), p. 978-991.

³¹ https://www.inserm.fr/sites/default/files/2017-10/Inserm_Avis_ComiteEthique_AffaireMartheGautier_Septembre2014.pdf

³² Cette idée avait auparavant été soumise à Jeanne Peiffer, directrice du CAK, qui a activement soutenu l'entreprise par ses encouragements, son enthousiasme, ses conseils et un financement du CAK.

politiquement intéressant bien que sans lien apparent avec ses recherches (en début de thèse), et souhaitait s'investir dans un travail collectif dynamique. Par la suite, les questionnements abordés dans le cadre de ce séminaire (comme l'invisibilité de certains acteur·ices) ont intégré son travail doctoral. Valérie a étendu les débats de l'équipe au 20^e siècle et a permis d'engager une réflexion sur les travaux des collectifs de recherche. Progressivement, sa propre recherche a révélé la face féminine cachée d'une institution jusque-là peu étudiée sous cet angle. Malgré nos intérêts scientifiques différents et nos périodes d'étude variées, nos discussions préliminaires ont convergé vers des axes d'interrogation communs à partir desquels le programme du séminaire a été construit, les invitations lancées et la première année des séances organisées. Très vite, l'intégration de la question du genre au sein de nos problématiques de recherche, alors qu'elle n'y avait pas nécessairement trouvé sa place à l'origine, s'est imposée comme une évidence.

Du point de vue de l'organisation, le groupe a fait le choix d'une alternance entre réflexions historiographiques et épistémologiques d'une part et discussions autour de recherches en cours ou récentes d'autre part, de manière à identifier les enjeux actuels en histoire des sciences dans la continuité de l'historiographie. La volonté de créer une communauté de recherche, présente dès le début du projet, a motivé le choix du format d'un séminaire mensuel sur plusieurs années. La politique de communication a été orientée vers les réseaux institutionnels (liste du CAK, EHESS, Sciencesconf), les listes de diffusion en histoire et philosophie des sciences, histoire des savoirs, histoire des techniques et études de genre (Athena, Theuth, EFiGiES), les réseaux sociaux (Twitter). Ce vaste ensemble de réseaux semblait assurer une bonne visibilité au séminaire et offrir l'opportunité de déplacer ces interrogations hors des murs académiques dans une approche plus politique des savoirs. Il a permis la formation d'un collectif de recherche et d'un espace bienveillant de collaboration et de partage entre participant·e·s, dans le cadre formel des séances comme dans celui plus informel des échanges autour d'un café et de quelques biscuits.

Les intervenant·es et discutant·es du séminaire ont été principalement sollicité·es à partir de nos réseaux personnels de recherche ou de lecture³³. L'ensemble forme un groupe de 39 personnes majoritairement féminines (35 femmes et 4 hommes), composé aux deux tiers de chercheur·euses titulaires³⁴ et d'un tiers de jeunes chercheur·euses (doctorant·es ou post-doctorant·es). Six d'entre elles et eux travaillaient dans des universités européennes (Allemagne, Belgique, Italie, Suisse) et une aux États-Unis. La plupart inscrivait leurs recherches en histoire, notamment en histoire des sciences et des savoirs, mais d'autres disciplines ont été représentées comme la géographie, la philosophie, l'architecture, l'archivistique et les sciences du langage. Cette diversité statutaire, géographique et disciplinaire a permis d'explorer de multiples méthodes, problématiques et terrains.

Quant à l'auditoire réuni lors de ce cycle de rencontres, il a été constitué de 116 personnes différentes sur 28 séances. Les réunions ont eu une audience régulière (avec 12 participant·es en moyenne) mêlant à un noyau de fidèles, des participant·es ponctuel·les. Les participant·es étaient principalement des chercheur·euses, titulaires (42 %) et des doctorant·es ou post-doctorant·es (42 %), auquel·les se sont ajouté·es quelques étudiant·es en master (2%), archivistes (3%) et

³³ Certain·es de nos directeurs ou directrices de thèse ont contribué largement à la construction de ces réseaux. Qu'ils et elles en soient remercié·es.

³⁴ Sont intervenu·es au cours des trois années d'activités des maître·sses de conférence, professeur·es d'université, des ingénieur·es, chargé·es, directeurs et directrices de recherche ou d'étude (CNRS, EHESS).

expert·es de la médiation (1%). Au-delà de sa discipline d'origine, le séminaire a intéressé des chercheur·ses d'autres sciences humaines et sociales que l'histoire, ainsi que des sciences dites exactes comme la physique, les mathématiques ou l'informatique³⁵. Cette composition pluridisciplinaire, durable au cours des trois années de séminaire, est probablement un reflet de la structure de nos réseaux respectifs initiaux et des pratiques d'interdisciplinarité, très courantes au CAK. Enfin, la répartition par âge de l'auditoire met en évidence la surreprésentation, d'une part, des doctorant·es et, d'autre part, de chercheur·euses ayant participé à la première vague d'affirmation de l'histoire des femmes dans les années 1970-1990 en France. Nous reviendrons plus loin sur ce constat.

Dans un contexte français plutôt hostile aux questions de genre, encore peu visibles dans la recherche en histoire des sciences, ce séminaire a ainsi démontré l'existence d'une communauté désireuse de s'investir davantage et plus ouvertement dans ce domaine. Principalement féminine (83 %), cette communauté a constitué un creuset d'*empowerment* pour les jeunes chercheur·euses qui y bénéficiaient des conseils méthodologiques, bibliographiques et épistémologiques de leurs pairs et de chercheur·euses plus expérimenté·es. Outre les discussions en séance, les échanges informels autour d'un café ont activement contribué à faire de ce séminaire un lieu de socialisation, majoritairement féminin. Ces pratiques de soutien, d'encouragement, d'entraide et de développement des réseaux de recherche a révélé l'*agency* des femmes, leur pouvoir à agir sur la construction et la politique des savoirs (réseaux, colloques, publications, etc.).

Dans l'adversité : difficultés pratiques et controverses scientifiques

Malgré une belle participation et de bons retours, le séminaire a également rencontré des résistances et des obstacles dans un contexte français de vifs débats autour des questions de genre. Il s'est en effet tenu dans une période de profondes controverses politiques, amorcée par les polémiques autour de la légalisation du mariage entre personnes de même sexe, deux ans plus tôt. En 2014, de nombreuses attaques ont directement ciblé les études de genre : d'une part, le projet national « ABCD de l'égalité » dans l'enseignement primaire (qui visait à réduire les inégalités de genre dans l'éducation) a dû abandonner le mot « genre » pour être accepté ; d'autre part, le premier congrès des études de genre organisé à Lyon a suscité une opposition importante à la fois sur les réseaux sociaux et dans la rue. Des attaques violentes contre ce qui était stigmatisé comme « théorie du genre » ont ainsi visé la pluralité des études de genre en France, qui traitaient alors de questions politiques très passionnées. Dans cette conjoncture, nous doutions du succès d'un tel séminaire et nous n'avons pas tardé à percevoir réticences et suspicions³⁶.

Deux d'entre nous ont fait face à des remarques individuelles d'historien·nes et d'archivistes, qui remettaient en cause notre entrée par le genre dans l'histoire des sciences et des savoirs, avant même d'avoir consulté le contenu scientifique du séminaire. Immédiatement classé comme espace politique, toute scientificité lui était déniée par deux registres de critique. « *Pas besoin de chercher*

³⁵ Les principales disciplines représentées étaient : histoire (28%), histoire des sciences et des savoirs (30%), histoire des techniques (2%), histoire des mathématiques (12%), autres SHS (12 %), études littéraires et artistiques (10 %) et les sciences dites exactes et de la nature (environ 5 %).

³⁶ À l'heure où nous achevons l'écriture de cet article, les attaques politiques violentes contre les études de genre et, plus largement, les approches intersectionnelles démontrent combien les résistances et l'ignorance demeurent fortes encore aujourd'hui en 2021.

des femmes dans cette institution, il n'y en a pas ! » Ce premier préjugé reflète soit une non-question soit la conviction encore bien ancrée, fondée sur une « Histoire des grands hommes », que les femmes n'ayant pas accès aux institutions savantes avant la fin du 19^e siècle, elles ne participent pas à leur construction avant, si ce n'est à la marge. D'ailleurs, les archives en France ne présentent pratiquement aucun fonds scientifique associé au nom d'une femme. Voilà qui justifie pour leurs auteur·rices ce genre de réaction rencontrée à plusieurs reprises. Pour qui se plonge plus avant dans les archives institutionnelles, les traces de l'activité scientifique des femmes sont pourtant patentes, même si elles restent très complexes à mettre au jour et à analyser. Le second registre critique traduit plutôt le positionnement politique de son auteur·ice vis-à-vis des questions de genre, considérées non pas comme un outil conceptuel mais comme l'apanage d'une démarche purement militante. Ainsi, nous avons pu entendre : « *Dites-moi que vous n'écrivez pas une thèse de doctorat sur le genre !* », « *Vous voulez étudier les femmes ! Vous êtes féministe ?* ». Ces propos, certes minoritaires, nous ont été néanmoins tenus par quelques hommes qui n'avaient jamais étudié les questions de genre dans leurs travaux historiques ou archivistiques. Une forme de méfiance et de réserve sur le « sérieux » de notre approche teintait également parfois les échanges informels tenus hors du séminaire, au hasard d'une rencontre dans un couloir. Ces propos paternalistes et ces réactions de défiance ne sont pas sans rappeler les situations décrites par Alain Corbin et Françoise Thébaud³⁷ évoquant l'indifférence, le scepticisme voire le rejet intellectuel de certain·es historien·nes face à ce questionnement.

Ces résistances, souvent d'ordre politique, nous ont conduites à nous interroger sur le bien-fondé d'un affichage de notre investissement dans les questions de genre au sein de la communauté des historien·nes des sciences. Ce choix aurait-il des conséquences sur nos carrières, et plus particulièrement en constituerait-il un frein ? Ayant conscience qu'il ne faciliterait pas notre accès à des postes académiques dans le champ de l'histoire des sciences, et face aux enjeux prometteurs d'une politique des savoirs plus inclusive, notre choix était fait. Nous étions prêtes à assumer notre positionnement, quitte à affronter de nouveau les tenants du mythe misogyne de la femme intrigante, ambitieuse qui investit un sujet « à la mode » pour avoir un poste³⁸.

Fin 2014, le statut de doctorantes a constitué à la fois un atout et un obstacle. Il nous a certes permis d'avoir une visibilité non négligeable (grâce à l'affichage d'un atelier EHESS) ; la disponibilité d'outils numériques nous a fourni un accès efficace et rapide à un public plus large. Mais le séminaire a aussi été à l'occasion perçu par une minorité de chercheur·euses du CAK comme une anomalie par rapport à ce qui était attendu de personnes ayant notre statut, voire une garantie de moindre qualité des discussions nourries au sein du séminaire. Celui-ci est alors devenu un objet politique non seulement à l'extérieur mais aussi à l'intérieur du CAK. À partir de 2015, des réflexes hiérarchiques ont semé quelques grains de sable dans les rouages du séminaire, compliquant son organisation matérielle³⁹. Le niveau de fréquentation, l'organisation martiale près d'un an à l'avance et la notoriété des intervenant·es programmé·es ont généré un climat de travail plus pesant. Une certaine réprobation se lisait désormais dans quelques regards : nous étions trop ambitieuses, trop visibles pour de simples doctorantes, des « petites mains » qui n'auraient dû

³⁷ Françoise Thébaud, *Écrire l'histoire des femmes et du genre*, Lyon, ENS Éditions, 2007 [1998], préface de 1998 et p. 236-237.

³⁸ Ce mythe apparaît explicitement dans la polémique sur la liste Theuth (*cf. infra*).

³⁹ Un exemple parmi d'autres : nous avons été obligées de changer de salle à la dernière minute pour une séance prévue depuis des mois, un séminaire de titulaire ayant été programmé à la dernière minute quelques jours auparavant.

s'occuper que de leur thèse. Ces réactions, peu nombreuses, n'ont cependant pas entamé notre dynamisme que l'effet de groupe a contribué à encourager. Elles ont toutefois nourri le « syndrome de l'imposteur », ralentissant nos projets à l'occasion et nécessitant une forte solidarité au sein de l'équipe. Ces petites contrariétés ont exigé de notre part une plus grande mobilisation, une forte réactivité et un moral à toute épreuve, alors que nous étions toutes déjà soumises à la précarité caractérisant la préparation d'une thèse.

À cela se sont ajoutées quelques tracasseries inhérentes au fonctionnement de l'EHESS quant à la dénomination du séminaire qui ne pouvait, à l'époque, s'afficher comme un « séminaire de recherche », mais uniquement comme un « atelier de doctorants ». Ces derniers ont plutôt une visée de formation à l'égard d'un public composé, en règle générale, majoritairement de doctorant·es, même si quelques-uns s'écartent de cette norme en s'ouvrant à un auditoire plus large et en proposant le format d'un séminaire de recherche. Alors que d'autres institutions universitaires offraient à leurs doctorant·es la possibilité de choisir l'appellation qui correspondait le mieux à leurs projets (séminaire ou atelier), les pressions ont été fortes au sein du CAK pour nous enjoindre de ne pas utiliser le terme de séminaire dans notre communication. C'est donc un séminaire hybride qui a vu le jour, sous le nom officiel d'« atelier Femmes & savoirs ». Par sa régularité, sa pérennité et sa fréquentation, ce simple atelier de doctorant·es a finalement dépassé les attentes attachées à un tel format. Il a contribué à notre professionnalisation en nous armant de compétences administratives, relationnelles, organisationnelles et scientifiques, précieuses pour exercer le métier de chercheuse.

En plein débat sur les enjeux de non-mixité⁴⁰, nous avons également été confrontées à une polémique survenue sur la liste de diffusion *Athena* qui regroupe la communauté des historien·nes des sciences et des techniques⁴¹. Suite à l'annonce habituelle de notre séminaire sur la liste en novembre 2016, un chercheur s'est ému de ce que nous parlions cette fois-là de « *l'atelier des doctorantes du Centre Alexandre Koyré* ». Par cette expression nous faisons référence au fait que nous étions quatre doctorantes à l'organiser. Sans consulter le site du séminaire indiqué dans l'annonce, il a vraisemblablement cru que le séminaire était réservé aux femmes et pointait « *une bien curieuse chose au sein de la République* ». Une chercheuse ayant commis la même méprise a également exprimé ses interrogations face à ce qu'elle envisageait comme une « *discrimination* » : « *cela veut-il dire que seules des femmes peuvent conduire des recherches sur des femmes ?* » Il nous a d'ailleurs été suggéré d'employer le collectif pluriel « *doctorants* » ou encore, « *séminaire de doctorat* » de manière à éviter « *les petites provocations d'un -e... muet* ». Même animé uniquement par des doctorantes, il est apparu à ces deux collègues que notre expression « atelier des doctorantes » était « *ambigüe sur le plan communautarisme [sic]* »⁴². Face à ces remarques que nous jugeons être des attaques violentes et sexistes, nous avons reçu de nombreux soutiens publics et privés, certains remettant justement en cause la fausse universalité du masculin. Ainsi

⁴⁰ Pour un rappel rapide de quelques faits qui ont participé à ce débat en 2016, comme les réunions féministes non mixtes à « Nuit debout », voir https://www.lemonde.fr/societe/article/2016/04/21/a-la-nuit-debout-les-reunions-non-mixtes-des-feministes-font-debat_4905848_3224.htm. L'analyse de Christine Delphy sur la question de la non-mixité, discours prononcé déjà en 2006 à l'occasion des 50 ans du *Monde diplomatique* fournit quant à elle, un éclairage étayé sur la question de la non-mixité, <https://lmsi.net/La-non-mixite-une-necessite>.

⁴¹ Voir : <https://listes.services.cnrs.fr/www/arc/athena/2020-06/>, consulté le 15 octobre 2020.

⁴² L'usage des guillemets dans ce paragraphe indique la citation à l'identique d'extraits des contenus des messages envoyés sur la liste.

Catherine Goldstein, historienne des mathématiques, a exprimé sur la liste sa surprise : « *Je n'ai jamais vu qu'un colloque ou un séminaire "des doctorants", organisé par des hommes seuls, hasard ou sujet selon le cas, ait jamais soulevé la moindre question ici. République, vraiment ? Ou préjugés automatiques et assez mal documentés en l'occurrence ?* » Nous emprunterons également à Dominique Pestre, historien des sciences, ses quelques mots de réponse envoyés sur la liste qui traduisent notre position quant à la réalité de la cité savante : « *Peut-être, au fond, lorsque la République invoquée est masculine, ce n'est pas un problème – nous savons tous que le masculin n'a pas de genre ; cela le devient lorsqu'elle est majoritairement féminine.* »

Grâce au soutien de quelques représentant·es important·es de la communauté des historien·nes des sciences, nous avons pu poursuivre nos activités sereinement. Pour autant, cet épisode met en lumière combien une politique des savoirs plus inclusive, visant à bousculer la domination masculine, peut être soumise à une forme de censure idéologique au travers de l'usage d'un outil de travail indispensable : les listes professionnelles. Celles-ci constituent pour la communauté savante un outil de travail admis par tous et toutes et la période de pandémie que nous vivons ne fait qu'accentuer l'importance de cet espace de sociabilité. Des faits similaires et bien plus violents se sont produits fin 2020 sur la liste *Theuth*, et nous souhaitons leur accorder ici un espace de visibilité de manière à montrer l'enjeu que constituent les listes de diffusion dans le développement d'une inclusivité plus grande dans les politiques de savoirs.

Polémique sur Theuth, 17-19 novembre 2020

Une nouvelle polémique enfle sur Theuth entre le 17 et le 19 novembre 2020⁴³. À quel sujet, cette fois ? L'objet de la discussion en question est l'écriture inclusive, à savoir, l'usage de règles et pratiques visant à éliminer toute discrimination sexiste par le langage et l'écriture. La controverse sur la légitimité de son usage est lancée à la suite de l'annonce d'un atelier de lecture sur la crise écologique et la justice climatique par un jeune chercheur qui en fait le choix. La question n'est pas ici de prendre position pour ou contre l'écriture inclusive (même si au travers de cet article, notre position personnelle est claire), qui peut tout à fait constituer l'objet de débats scientifiques. L'enjeu est d'éclairer le harcèlement vécu par des jeunes chercheur·euses qui choisissent d'employer l'écriture inclusive dans leurs échanges et d'exprimer simplement les raisons qui les y poussent, et se voient très rapidement taxé·es de communautarisme, comme nous l'avons été en 2016.

Au cours des débats, Naïs Virenque⁴⁴, iconologue et historienne des sciences, répond aux propos des opposants à l'écriture inclusive : « *Je ne comprends pas en quoi le fait que certaines femmes ressentent le besoin de voir respecter l'écriture inclusive vous affecte autant. Après tout, l'écriture inclusive ne retire rien ni à la langue française, ni aux hommes en général - pas même leur intégrité, ni à l'une, ni aux autres. Elle permet seulement de la visibilité dans le langage qui, quoi qu'on en pense, demeure le biais principal de notre expression, en particulier universitaire* ».

En réponse à cet argument mesuré, cette jeune chercheuse s'est vue assaillie par des abonnés de la liste de messages publics et privés, dont certains constituent des attaques bien plus violentes et personnelles que celles qui nous avaient visées sur Athena. Au rang de celles-ci on trouve par exemple ce message, envoyé en privé : « *Permettez moi de me sentir opprimé par le ton et l'arrogance de petites savantes par brevet qui*

⁴³ À la différence d'Athena, Theuth n'est pas une liste modérée, ce qui contribue à favoriser les échanges et débats de la communauté. Il n'est pas question ici de discuter du fonctionnement de cette liste qui contribue de manière majeure aux échanges en histoire et philosophie des sciences, mais de donner à voir le détournement qui en est fait par un petit groupe d'individus depuis quelque temps. Ce détournement se traduit en particulier par une forme de harcèlement à travers des propos sexistes, lequel a conduit plusieurs jeunes chercheuses, dont trois d'entre nous, à quitter cette liste. Ce harcèlement professionnel a déjà été souligné par les rédacteur·ices d'*Academia* (<https://academia.hypotheses.org/30581>). Les archives de la liste *Theuth* sont consultables en ligne.

⁴⁴ Nous remercions Naïs Virenque pour les précisions qu'elle a apportées à son témoignage.

utilise le langage comme moyen pour obtenir des postes. Votre auto-victimisation est pitoyable ... allez voir le français parlé en banlieue et vous sortirez de votre monde fantasmé. Lisez proust (ou celine si vous préférez) Vous y verrez une la[n].gue vivante [sic] ». Ces propos misogynes d'une rare violence, bel exemple de mansplaining⁴⁵, traduisent comme le souligne un des abonnés de la liste « un sentiment de haine à l'encontre des femmes ayant une réussite académique ». Même si le rappel des règles de la communauté masculine à une femme qui, selon cette communauté, sort du rang est un phénomène tristement connu et étudié dans la littérature⁴⁶, le fait de s'exposer à la première personne dans ce genre de débat pour une jeune chercheuse ouvre désormais la porte à une lapidation virtuelle, et potentiellement à une sortie volontaire de la liste de la part de la victime des attaques. En l'occurrence, comme le débat était originellement public, Naïs Virenque a choisi de préciser publiquement sa position en réponse à l'auteur du message cité ci-dessus, afin de ne pas contribuer elle-même à investir sa sphère privée d'une telle violence. Elle répond notamment que si l'écriture inclusive « aide certaines à se sentir moins invisibilisées, alors [elle] ne voi[t] aucun problème à ce qu'elles l'utilisent, quel que soit le contexte ». Quelques messages plus tard, la violence atteint un niveau inattendu : son interlocuteur qualifie de « terroriste » le fait que Naïs Virenque ait maintenu le débat en public. Devant la violence répétée dont elle est la cible, et malgré les nombreux messages de soutien et de solidarité de dizaines de collègues, femmes et hommes, Naïs Virenque choisit de prendre de la distance avec la liste de diffusion. Cette forme d'auto-exclusion, imposée à un certain nombre de jeunes chercheuses par la récurrence et la violence des attaques dont elles font l'objet pour des choix qu'elles n'essaient même pas d'imposer à d'autres, gagnerait à être sérieusement interrogée et discutée par la communauté scientifique.

Cette tension autour des listes de diffusion soulève la question des conditions d'exercice de la liberté académique, laquelle est au regard des exemples précités encore inégalement distribuée au sein de la communauté des historien·nes des sciences, au profit de ses membres masculins et titulaires. En s'auto-excluant de ces canaux professionnels que sont les listes de diffusion, pour se soustraire au pouvoir d'une minorité ayant détourné l'outil à son profit, les jeunes chercheur·euses se voient imposer des choix qui ne sont en réalité pas les leurs et participent ainsi à leur précarisation. C'est bien d'un non-choix dont il s'agit car victimes et agresseurs ne peuvent s'exprimer librement dans une arène commune. Ainsi mise à la marge, la jeune recherche se voit dans l'obligation de recourir à des pratiques alternatives afin de contrer l'asymétrie qui phagocyte ces dispositifs traditionnels et de mobiliser de nouveaux réseaux.

Pénétrer l'espace savant masculin

Dès les premières séances du séminaire et l'affichage sur les réseaux sociaux et universitaires, nous avons reçu de nombreuses sollicitations, à la fois pour participer à nos séances mais également pour que nous venions présenter notre expérience. Nous avons alors pris part, soit ensemble soit individuellement, à plusieurs événements aussi bien universitaires que grand public.

⁴⁵ Le *mansplaining* désigne une situation où un homme explique à une femme quelque chose qu'elle sait déjà, voire dont elle est experte, potentiellement avec paternalisme et condescendance.

⁴⁶ Sur le sujet : Harris, Bridget, et Laura Vitis, « Digital intrusions: technology, spatiality and violence against women », *Journal of Gender-Based Violence*, 4, n°3 (1 octobre 2020), p. 325-341. <https://doi.org/10.1332/239868020X15986402363663>; Kelly Liz, *Surviving Sexual Violence*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1988; Hanmer Jalna & Stanko Elizabeth, « Stripping away the rhetoric of protection: Violence to women, law and the state in Britain and the U.S.A. », *International Journal of the Sociology of Law*, 13(4), 1985, p. 357-374.

Deux d'entre nous ont ainsi collaboré avec Universcience à deux occasions afin de rendre visibles les femmes de sciences dans l'histoire ; d'abord pour le tournage de deux mini web-documentaires en février 2015, et ensuite lors d'une intervention la *Journée femmes de sciences sur Wikipedia* organisée le 7 mars 2015 à la Cité des sciences et de l'industrie. La *Women's Commission* nous a également sollicitées pour présenter le séminaire et la démarche qui l'accompagne lors du colloque international *Gendering Science: Women and Men Producing Knowledge* organisé à Prague du 4 au 6 juin 2015. Ces différentes opportunités nous ont permis d'étendre et de diversifier nos réseaux tant sur le plan de la vulgarisation scientifique que de la recherche internationale. Ces échanges internationaux ont élargi nos questionnements historiographiques initiaux à de nouveaux contextes (comme les principautés italiennes de l'époque moderne ou la Chine médiévale), de nouvelles problématiques (évoquons par exemple la question de la justice épistémique) et méthodologies (comme des approches anthropologiques, sociologiques ou archéologiques).

Les rencontres régulières au sein du séminaire à Paris ont également contribué à créer et développer une communauté scientifique avec laquelle nous maintenons toujours des échanges. Ses membres nous sollicitent régulièrement aussi bien pour des conseils de lecture ou de contacts que pour leurs recherches, sans parler de l'attente de nouvelles conférences. Cette communauté constituée de « jeunes chercheur·euses » et « chercheur·euses expérimenté·es » ayant participé aux premiers travaux d'histoire des femmes et du genre en France a fait du séminaire un lieu de rencontres et d'échanges. Cette transmission et collaboration intergénérationnelles est de bon augure pour l'avenir des études de genre en histoire des sciences en France.

Deux participant·es témoignent...

Deux participant·es au séminaire (qui ont également été intervenant·es et de précieux soutiens pour notre équipe) dont la carrière en histoire des sciences est marquée par un engagement dans les questions de genre sous des formes différentes nous livrent ici leur témoignage⁴⁷.

Jeanne Peiffer a participé aux premiers débats féministes français sur les sciences au début des années 1980⁴⁸. Patrice Bret, sensible aux apports des *Gender Studies* a développé des travaux sur la production savante des femmes (notamment par la traduction) dès les années 1990. Celui-ci souligne la « *gouvernance féminine à plusieurs voix* » du séminaire *Femmes & savoirs* comme une signature spécifique. Tous deux y attestent également d'une fluidité hiérarchique et intergénérationnelle qui selon Patrice Bret « *était facilitée par le statut de doctorantes des organisatrices* ». Cette fluidité caractérisait également les colloques, séminaires auxquels ils ont participé ou qu'il /elle ont organisé dès les années 1980 sur ces questions, même si Jeanne Peiffer rappelle que dans le cas du séminaire *Limites-Frontières* (1980-1988) aucune hiérarchie académique n'était à l'œuvre. En effet, elle indique : « *Le séminaire Limites-Frontières était hors institution et se tenait dans une salle que nous louions (donc pas dans un espace universitaire) contrairement à Femmes & Savoirs. Il se disait féministe et tout un chacun pouvait y participer. Les problématiques n'étaient pas très différentes, mais nous ne pouvions nous appuyer sur le scholarship dont nous disposons aujourd'hui. On défrichait. Les discussions étaient animées et moins feutrées que dans le séminaire Femmes & Savoirs. Les enjeux étaient grands puisqu'il s'agissait de faire reconnaître un domaine nouveau. La prise de parole était parfois difficile, les réactions fusaient rapidement.* » Par ce témoignage, on mesure combien le cadre institutionnel a évolué grâce à ces mobilisations, nous permettant d'organiser

⁴⁷ Ces témoignages ont été recueillis à l'aide d'un questionnaire que nous leur avons envoyé.

⁴⁸ Elle témoigne de ces débats dans Jeanne Peiffer, « Les débuts de la critique féministe des sciences en France (1978-1988) », *L'invention du naturel : les sciences et la fabrication du féminin et du masculin*, Delphine Gardey et Ilana Löwy (éds), Paris, Archives contemporaines, 2000, p. 75-86.

scientifiquement, près de 35 ans plus tard, le séminaire *Femmes & savoirs* au Centre Alexandre Koyré dans le cadre des séminaires de l'EHESS.

Comment ces deux chercheur·euses envisagent-ils les transformations en cours (initiées déjà depuis longtemps) liées à l'intégration de la question du genre dans la discipline historique, et notamment cette mise en visibilité des femmes en histoire des sciences ?

Pour Jeanne Peiffer : « *La problématique est reconnue et n'a plus besoin de s'imposer par des luttes féministes. Aujourd'hui nombreuses sont les personnes qui se disent féministes, sans que cela ne nuise le moins du monde à leur carrière. Ce mouvement a été largement récupéré et c'est très bien, même si au niveau des postes, les choses n'évoluent pas vite. L'histoire des femmes ne suscite plus de débat dans l'université, contrairement à la question plus épineuse du genre, formulée en des termes importés des États-Unis, alors qu'en France des philosophes comme Colette Guillaumin ont pensé les rapports sociaux de sexe en termes marxistes de classe.* »

Patrice Bret ajoute : « *L'intégration de la question du genre dans le champ historique est évidemment une excellente chose, en conformité avec la nature et la raison (pour rester dans le discours des Lumières...) et avec l'évolution de la société. [...] J'ajouterai que le passage du militantisme fondateur (légitime, nécessaire et porteur d'avancées indéniables, comme dans les mouvements féministes, mais parfois réducteur) à des exigences méthodologiques accrues (malgré une difficulté plus grande pour obtenir des sources) permet de rendre compte de la complexité plus grande et de la diversité des cas, surtout pour les périodes les plus anciennes – j'entends, avant le 20^e siècle – dont l'étude rigoureuse seule permettra de proposer des synthèses en prenant garde de lire les questions des périodes antérieures au regard de la nôtre.* »

Les attaques récentes subies par les études de genre, notamment de la part du ministre de l'Éducation nationale et de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation montrent cependant combien la vigilance et la mobilisation féministe restent de mise pour garantir la liberté académique de ces champs de recherche (études de genre, études intersectionnelles, études décoloniales).

Apports méthodologiques du séminaire

Nos rencontres *Femmes et savoirs* ont confirmé et dégagé les méthodes de recherche qui facilitent l'étude d'acteurs et d'actrices invisibilisé·es, souvent situé·es en marge des institutions du savoir, tel·les que les femmes.

Commençons par dire que, d'un point de vue méthodologique, pour faire apparaître les femmes en histoire des sciences et des savoirs (et tout acteur subalterne), l'utilisation des *ego*-documents (journaux personnels, lettres, notes manuscrites) de femmes et d'hommes doit nécessairement côtoyer l'étude des publications et des archives (dont les procès-verbaux) des institutions. Cette pratique s'avère souvent fructueuse en raison de nombreux obstacles qui varient avec le contexte historique. Ainsi, leur identification reste parfois difficile par l'usage de l'anonymat ou d'un nom de plume contribuant à préserver leur réputation vis-à-vis des normes sociales (au même titre que les hommes). Les fonctions structurellement dominées (d'assistante, d'auxiliaire, de secrétaire, de subalterne, etc.) qu'elles occupent souvent, contribuent également à les marginaliser. Enfin, jusqu'à une époque récente, leur exclusion des institutions était la règle les privant ainsi du droit d'entrée – au sens bourdieusien – indispensable pour participer au champ scientifique⁴⁹.

⁴⁹ Pierre Bourdieu, « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, n°2-3, juin 1976, p. 88-104.

Lorsqu'on a affaire à une femme savante à une époque donnée, on constate souvent la présence d'un mentor masculin ayant favorisé sa visibilité (comme cela a pu être les cas des hommes avant le 19^e siècle) ainsi qu'un environnement institutionnel plus ou moins favorable (à l'exemple des principautés italiennes aux 17^e et 18^e siècles). L'existence de ce mentor constitue un fil précieux d'exploration des archives pour y déceler les femmes invisibilisées. Ainsi, les nombreuses sources manuscrites inédites de, ou sur les femmes françaises astronomes du 18^e siècle retrouvées par Isabelle l'ont été grâce à une recherche longue et minutieuse dans les fonds de Jérôme Lalande, célèbre astronome qui faisait régulièrement référence à ses collaborations avec des femmes dans ses ouvrages. Le savant les formait, les employait pour réaliser de nombreux travaux pour son atelier d'astronomie (calculs, correction de calculs, relecture d'ouvrages, secrétariat, etc.), travaux qu'il publiait ensuite sous son nom en les citant en tant que collaboratrices. Il les intégrait à ses réseaux et chantait leurs louanges dans ses correspondances et publications. Trouver des femmes consiste souvent à d'abord trouver un homme.

Ajoutons également qu'il est possible de dresser des parallèles entre les femmes savantes (en particulier invisibilisées) et d'autre type de travailleurs·euses du savoir : une approche interdisciplinaire croisant divers types de sources facilite la sortie de l'ombre ou du silence des sources d'une multitude d'acteur·rices. Une dialectique entre histoire sociale du travail et histoire des sciences se révèle d'ailleurs prometteuse, encore une fois, pour rendre visibles les femmes en marge des institutions savantes. Patrice Bret a par exemple montré l'implication relativement importante de quelques femmes (Geneviève Thiroux d'Arconville, Claudine Picardet qui s'ajoutent à Marie Anne Lavoisier) dans la traduction scientifique au 18^e siècle, dispositif majeur de la communication savante⁵⁰. Leurs travaux assez peu connus ont cependant favorisé la circulation d'œuvres majeures dans des domaines comme l'anatomie, la chimie ou la minéralogie. La visibilité importante de ces femmes et leur intégration réussie à la société savante à leur époque facilitent l'accès des historien·nes aux pratiques des traducteurs, souvent considérés comme subalternes. De même, les recherches de Rebecca Messbarger sur les modèles anatomiques en cire d'Anna Morandi Manzolini dans l'Italie des Lumières lèvent le voile sur les céroplasticiens qui travaillaient au plus près des académies de médecine⁵¹. Au 19^e siècle, les travaux mathématiques sur le théorème de Fermat (énoncé au 15^e siècle) de Sophie Germain, oubliés pratiquement dès son décès, suscitent depuis quelques dizaines d'années l'intérêt des mathématicien·nes et des historien·nes des mathématiques suite à la démonstration établie seulement en 1994. Alors qu'elle avait traité un cas particulier du théorème, qui porte aujourd'hui son nom, l'historiographie l'avait effacée et l'étude de ce travail d'effacement donne accès à certains mécanismes d'invisibilisation des femmes dans les sciences⁵².

La vie domestique, considérée parfois à tort comme un domaine féminin, se trouve être un objet déterminant au cours des enquêtes sur la production savante des femmes en raison de sa localisation spatiale. Devenu un objet d'étude à part entière pour les historien·nes depuis le *spatial*

⁵⁰ Voir par exemple Patrice Bret, « Les promenades littéraires de Madame Picardet. La traduction comme pratique sociale de la science au XVIII^e siècle », In *Traduire la science, hier et aujourd'hui*, Pascal Duris (éd.), Pessac, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 2008, p. 125-152.

⁵¹ Rebecca Messbarger, *The Lady Anatomist: The Life and Work of Anna Morandi Manzolini*, Chicago, University of Chicago Press, 2010.

⁵² Jenny Boucard, « Arithmetic and Memorial Practices by and around Sophie Germain in the 19th Century », *Against All Odds. Women's Ways to Mathematical Research Since 1800*, Eva Kaufholz-Soldat & Nicola Oswald (éds.), Berlin, Springer-Verlag, 2020, p. 185-230.

turn, le foyer comme lieu et vecteur d'éducation (ou d'absence d'éducation) se révèle un facteur majeur d'inclusion/exclusion des femmes à l'entreprise savante⁵³. Pour celles dont la production savante est effectivement visible, l'interaction entre carrière⁵⁴ et vie privée reste importante. L'approche biographique s'avère donc souvent nécessaire dans les recherches sur les femmes à toute époque. Elle révèle au passage l'existence de pairs masculins également invisibles, acteurs d'intérêt pour l'histoire récente, aux côtés des « grands hommes ».

Les interventions et les discussions ont confirmé comment les femmes investissent en premier lieu des domaines de savoirs considérés comme féminins, comme la chimie au travers des cosmétiques ou du nettoyage (nous pensons par exemple à Marie Meurdrac au 17^e siècle) ou à l'art de l'accouchement, expliqué grâce à des mannequins en tissus (par Angélique du Coudray au 18^e siècle) subissant souvent dans l'histoire une dévaluation du fait de leur caractère genré. Cette « ségrégation sexuelle⁵⁵ » permet de comprendre en quoi une recherche selon une grille disciplinaire (au sens actuel) ne permet pas de retrouver facilement les traces des productions savantes des femmes avant le 20^e siècle.

Les règles sociales en vigueur à une époque donnée et dans un espace donné contraignent drastiquement la visibilité/l'invisibilité des femmes. La variabilité des situations géographiques ou culturelles étudiées au cours du séminaire montre combien il est important de se situer à un niveau local pour mener une recherche croisant histoire des sciences & des savoirs et histoire des femmes & du genre. L'histoire locale est indispensable, mais la recherche doit ensuite être envisagée d'un point de vue plus global afin d'identifier récurrences, ruptures ou constantes de la domination masculine. Ces quelques aspects méthodologiques de la recherche en histoire des femmes et du genre dans le champ de l'histoire des sciences lèvent pour certains le voile sur les enjeux épistémologiques d'une telle étude.

Femmes et savoirs : quels enjeux épistémologiques ?

À travers ce cycle de rencontres, nos thématiques ont interrogé la longue période d'étude que nous avons choisie (17^e- 20^e siècles) et les différents espaces traités dans le séminaire (observatoires, sociétés savantes, CNRS, archives, etc.). Elles ont permis de faire émerger quelques conclusions dont la portée épistémologique dépasse pour certaines le cadre des recherches historiques sur les femmes.

Étudier la production des savoirs par les femmes et leurs relations au monde savant masculin interroge en premier lieu leur apparente invisibilité à la fois dans les récits historiques et dans les

⁵³ Jeanne Peiffer, « L'engouement des femmes pour les sciences au 18^e siècle », in Danielle Haase-Dubosc et Éliane Viennot (dir.), *Femmes et pouvoirs sous l'ancien régime*, Paris, Rivages, 1991, p. 196-222.

⁵⁴ Même si avant la fin du 19^e siècle, les femmes ne sont pas officiellement considérées comme des professionnelles dans l'entreprise scientifique, certaines déjà bien avant cette période, construisent de véritables trajectoires de carrières telles que nous les entendons aujourd'hui. L'exemple d'Angélique du Coudray au 18^e siècle est explicite. À son sujet voir Gelbart, Nina Rattner. *The King's Midwife: A History and Mystery of Madame Du Coudray*, Berkeley, University of California Press, 1999.

⁵⁵ Margaret W. Rossiter, *Women Scientists in America: Struggles and Strategies to 1940*, Baltimore, JHU Press, vol. 1, 1982, p. 51.

archives⁵⁶. Il apparaît rapidement que cette invisibilité est largement construite par les choix opérés lors de l'écriture de l'histoire (comme celle des institutions ou des grands hommes) héritée des siècles passés et par les pratiques archivistiques largement genrées jusqu'au milieu du 20^e siècle. En effet, toutes les interventions sur l'époque moderne, par exemple, ont montré que les femmes savantes étaient parfaitement visibles pour leurs contemporains savants (avec lesquels elles allaient à l'opéra, partageaient les visites sociales, herborisaient, etc.⁵⁷). Leur oubli du récit historique et des archives a été orchestré par le choix de la construction, par les hommes, d'une histoire des institutions et des « grands hommes ». Ce constat vient questionner l'universalité de la science comme l'ont pointé Donna Haraway⁵⁸ et Ilana Löwy⁵⁹, mais également son objectivité, ce que souligne Sandra Harding dans ses travaux sur l'objectivité forte⁶⁰. Le questionnement du caractère situé des savoirs va de pair ici avec celui de leur nature genrée. Étudier les productions savantes de femmes et leurs rapports à celles des hommes amène à s'interroger plus largement sur le sexe des sciences et des savoirs, travail initié en France au moins dès les années 1990⁶¹ à la suite des études anglophones. Même si ce questionnement est désormais intégré au domaine de l'histoire de la médecine et des savoirs du corps⁶², les résistances de l'ordre patriarcal sont encore fortes et il demeure un parent pauvre de l'histoire des sciences.

À l'instar de Delphine Gardey, il nous est apparu au fil des séances que le monde des sciences est à considérer au même titre que n'importe quel autre environnement de travail pour révéler les traces de la participation des femmes et des rapports de genre qui s'y développent⁶³. Plus spécifiquement, l'investissement des femmes dans la production et circulation savantes apparaît souvent comme une variable d'ajustement, très sensible au contexte historique. Au moins depuis le 17^e siècle et jusqu'au milieu du 20^e siècle, l'association femmes et sciences est porteuse de préjugés négatifs, en rapport avec les normes de genre des pays et contextes explorés. Il est important de ne pas négliger l'héritage de ces préjugés qui émergent encore régulièrement dans les débats publics et les rapports institutionnels. Ces préjugés sont souvent justifiés par un discours

⁵⁶ L'invisibilisation de certain·es acteur·ices opprimé·es constitue un enjeu à la fois épistémologique (en lien avec l'interaction entre pouvoir et savoir) et méthodologique, le second découlant du premier.

⁵⁷ Les traces de ces activités apparaissent dans les correspondances et *ego*-documents de savants (comme Cassini I, Jérôme Lalande, Antoine-François Fourcroy au 18^e siècle, Jules Janssen au 19^e siècle, etc.), parfois dans les journaux (entre autres les *Mémoires de Trévoux* ou le *Journal de Paris* au 18^e siècle).

⁵⁸ Donna Haraway, « Situated Knowledges: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective », *Feminist Studies*, vol. 14, n° 3, 1988, p. 575-599.

⁵⁹ Ilana Löwy, « Universalité de la science et connaissance située », in Delphine Gardey et Ilana Löwy (dir.), *L'invention du naturel. Les sciences et la fabrication du féminin et du masculin*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 2000, p. 137-152.

⁶⁰ Sandra Harding. « Rethinking Standpoint Epistemology: What is 'Strong Objectivity' ». *The Centennial Review*, vol. 36, no. 3, 1992, p. 437-470. Selon Harding, l'objectivité ne peut être atteinte qu'à la condition de prendre en compte les subjectivités de celles et ceux qui produisent les savoirs (incluant les groupes dominés et dominants). Elle parle alors d'objectivité forte.

⁶¹ Françoise Collin (dir.), *Le sexe des sciences*, Paris, Éditions Autrement, 1992 ; Geneviève Fraisse, *La raison des femmes*, Paris, Plon, 1992 et Michèle Le Dœuff, *Le sexe du savoir*, Paris, Aubier, 1998.

⁶² Voir en particulier la recherche novatrice mais ancienne d'Emily Martin, « The Egg and the Sperm: How Science Has Constructed a Romance Based on Stereotypical Male-Female Roles », *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, vol. 16, n° 3, 1991, p. 485-501. On peut également citer par exemple les travaux plus récents de Gina Rippon en neurosciences, Gina Rippon, *The Gendered Brain: The New Neuroscience That Shatters the Myth of the Female Brain*, New York, Random House, 2019.

⁶³ Delphine Gardey, « La part de l'ombre ou celle des lumières ? Les sciences et la recherche au risque du genre », *Travail, genre et sociétés*, vol. 14, n° 2, 2005, p. 29-47.

naturalisant les capacités des femmes, excluant ainsi la moitié de la population mondiale grâce à un discours pseudo-scientifique, toujours présent au 21^e siècle. L'étude et la connaissance de ce discours passé permettrait de discréditer le même type de discours mobilisé encore aujourd'hui.

Et après ?

Ces trois ans ont renforcé la prise de conscience quant à la nécessité d'un séminaire conjuguant « femmes & genre » et « sciences & savoirs ». D'une part, l'existence d'un espace attiré pour débattre de ces questions participe à leur visibilité, leur légitimation (si elle paraît encore nécessaire à certain·es) et à la constitution d'une nouvelle norme de recherche pour l'histoire des sciences, à savoir la systématisation de la réflexion de genre. En effet, le genre est une catégorie aussi pertinente que la classe, qu'aucun·e historien·ne ne songerait *a priori* à négliger. L'apparente invisibilité d'une problématique de genre dans une recherche est déjà en soi un enjeu d'analyse. D'autre part, le séminaire est l'expression de l'importance d'une présence accrue des recherches sur les femmes et de leurs rapports aux hommes qui devrait être davantage soutenue et encouragée matériellement par l'université en général et les instances de recherche. La présence d'auditeur·rices régulier·es et d'un public à chaque séance a confirmé l'intérêt pour la question de la part des chercheur·euses toutes disciplines confondues.

Le séminaire a constitué un atelier (au sens artisanal du terme) fécond de discussions méthodologiques. Ainsi, le silence des sources (étroitement lié à l'invisibilité des acteurs et des actrices), les limites d'un *corpus* d'enquête qui, sans peut-être le vouloir nécessairement, exclut les femmes dans les résultats de la recherche, le poids des catégories construites par les chercheur·euses (par exemple, les disciplines, les périodes historiques) font trop souvent état d'un inconscient épistémologique sexiste. Il est donc nécessaire de repenser ou reformuler ces catégories, ou encore les questions de recherche de l'histoire des sciences, pour que les femmes puissent effectivement en faire partie, comme l'ont montré les historiennes féministes des années 1970⁶⁴. Les après-midis (et quelques matins) passés à « chercher les femmes » ont souligné la complexité de la question de l'invisibilité de ces actrices dans l'histoire des sciences : invisibilité passée ou récente ? Invisibilité choisie ou subie ? Invisibilité réelle ou construite par l'histoire ?

Cette complexité est renforcée par la mobilisation récurrente dans les discours savants du mythe de la pionnière ou encore par la pratique du « tokénisme⁶⁵ » qui contribuent au renforcement de l'invisibilisation des acteurs et actrices subalternes. En effet, le mythe de la pionnière en histoire des sciences n'est finalement qu'une version féminine de l'histoire des grands hommes⁶⁶, dont on sait combien elle est sclérosée et participe à l'effacement des catégories dominées du récit historique. Nous refusons de remplacer le culte du héros par celui de l'héroïne. De même, le recours aux femmes *token*, ces femmes alibis convoquées au nom de la parité servent souvent de « poudre aux yeux » pour échapper aux accusations de discriminations. Ces femmes, toujours les mêmes (par exemple Emilie Du Châtelet ou Marie Curie en France), masquent la réalité des

⁶⁴ Joan W. Scott, « Genre : Une catégorie utile d'analyse historique », *Les Cahiers du GRIF*, n° 37-38, 1988, p. 125-153. Joan W. Scott, « Le genre : une catégorie d'analyse toujours utile ? », *Diogène*, vol. 225, no. 1, 2009, p. 5-14.

⁶⁵ Le tokénisme, issu du terme anglais *tokenism* est la pratique qui consiste à inclure en apparence des groupes dominés de la société, afin de paraître équitable et échapper à des accusations de discriminations.

⁶⁶ Suzanne Citron, « De la fin des grands hommes... », *Espaces Temps*, 37, 1988, p. 6-8. DOI : <https://doi.org/10.3406/espap.1988.3393>

actrices invisibilisées des savoirs tout en dédouanant les personnes qui les mobilisent de toute pratique sexiste. Au-delà de ces questionnements sur la pluralité des formes d'invisibilité et de leurs enjeux sociaux et politiques⁶⁷, a émergé une réflexion plus large sur l'attrait majeur de cette thématique suscitée chez les participant·es. Rendre une voix à ces actrices de la production des savoirs caractérise-t-il une volonté spécifiquement contemporaine d'atteindre la parité dans les espaces du savoir et les lieux de pouvoir? Ces trois ans de séminaire ont souligné que cette préoccupation touchait également certain·es savant·es des siècles passés. Mais les statistiques des institutions savantes du 21^e siècle nous montrent combien notre siècle est le plus proche de la parité, même si le chemin reste long à parcourir, concernant notamment les fonctions dirigeantes.

Enjeux et outils contemporains

Au cours du séminaire, plusieurs séances ont nourri des débats sur les moyens mobilisables pour contribuer à cette parité, et par là même à l'éradication de l'effet *Matilda*⁶⁸. Ces outils mis au service d'une politique des savoirs plus inclusive sont nombreux et variés, et dépassent le strict cadre académique. Nous ne citerons ici que quelques-uns de ceux qui ont été évoqués lors du séminaire. Nous avons par exemple débattu des enjeux d'éducation qui débutent dès l'enfance avec les jouets souvent porteurs de représentations sexistes. Rappelons parmi bien d'autres les récentes polémiques sur les playmobils (la figurine femme de ménage intitulée « *Summer fun* » en 2015, ou encore en 2016 « l'épreuve du maillot de bain » pour deux figurines féminines aux régimes alimentaires différents) qui cantonnent les femmes à des champs de savoirs et de pratiques dits féminins et à des représentations sexistes. Il est crucial que les historien·nes des sciences investissent la sphère médiatique (au sens large) pour déconstruire ces représentations dans le domaine des sciences. La communication via les réseaux sociaux, les médias classiques, les livres de jeunesse, les films et séries (*The Bletchley Circle*), ou encore les jeux vidéo devient un enjeu de lutte contre les discriminations sexistes. Les historien·nes des sciences ont beaucoup de matière à fournir à ces nombreux *médias* qui permettent de véhiculer de nouvelles représentations plus paritaires. En redonnant une voix aux actrices invisibilisées, leurs travaux minimiseraient le recours aux femmes pionnières ou *token*. Dans nos échanges informels, un questionnement sur les formes que l'*empowerment* des femmes dans la recherche en histoire des sciences pourrait prendre a été soulevé (« marrainage », groupe d'échanges, réseaux type « Les expertes », résidences d'écriture, etc.). Comme nous l'avons montré précédemment, les jeunes chercheur·euses ont plus que jamais besoin du soutien d'historien·nes des sciences plus expérimenté·es et installé·es institutionnellement pour soutenir leurs travaux sur les questions des femmes et du genre. Par cette réflexion, nous rejoignons les initiatives déjà mises en place par l'association *Mnémosyne* ou le collectif québécois *Thèsez-vous*. Il existe également des initiatives individuelles de groupes d'entraide nées sur Twitter.

La diversité du public du séminaire et de ses motivations à participer aux séances a soulevé la question du type de trace écrite à laisser de cette expérience. Que privilégier? L'analyse réflexive de celle-ci – permettant peut-être de favoriser une meilleure intégration de la question des femmes et du genre en histoire des sciences – ou la valorisation des contenus par la publication et la communication des recherches sur ces thématiques? Il nous est apparu qu'il fallait tenir ensemble

⁶⁷ Ces questionnements ne s'appliquent pas seulement aux femmes mais sont aussi partagés dans les cas des acteurs ordinaires, marginalisés et discriminés de l'histoire.

⁶⁸ L'effet *Matilda* est la « dévalorisation systématique des femmes dans la sociologie de la connaissance ou de la science », du fait du sexisme, qui fait attribuer à des scientifiques masculins des travaux qu'ils n'ont pas (ou pas entièrement eux-mêmes) réalisés aux dépens de ces femmes. Cette dénomination a été proposée par Margaret W. Rossiter qui s'en explique dans Margaret W. Rossiter, « L'effet *Matilda* en sciences », *Les cahiers du CEDREF*, 11 | 2003, p. 21-39, texte traduit par Irène Jami à partir de « The *Matilda* Effect in Science », *Social Studies of Science*, SAGE, London, Newbury Park and New Delhi, vol. 23, 1993, p. 325-341.

ces deux volets solidaires, le travail réflexif contribuant à développer la restitution des résultats scientifiques. Nous avons, en effet, lancé un appel à contributions pour un dossier thématique intitulé « Une histoire genrée des savoirs est-elle possible ? » dans les *Cahiers François Viète*. Ce dossier, qui sera publié en novembre 2021, a rencontré l'intérêt de nombreux·ses chercheur·euses, jeunes (principalement doctorant·es et post-doctorant·es) comme expérimenté·es, signe de la vivacité et de l'attractivité de ce questionnement. Cet intérêt pour une réflexion sur la question des femmes et des savoirs est confirmé par les nombreux retours reçus à un autre appel à propositions (Colloque international *Gouverner les sciences et les techniques, gouverner par les sciences et les techniques : quels enjeux pour les femmes [fin 19e siècle - 21e siècle] ?*) auquel deux d'entre nous ont contribué.

Nous avons en outre envisagé la création d'une base de données des actrices devenues finalement visibles. Collaborative et en libre accès, elle fournirait du matériel pour la recherche et serait propice à des études plus globales. Par le volume de profils qu'elle offrirait, elle délégitimerait le recours systématique aux pionnières ou aux femmes *token* évoquées précédemment. Plutôt que de créer un panthéon des femmes de sciences, elle permettrait ainsi de dégager des constantes dans les phénomènes d'intégration et d'exclusion des femmes dans la production des savoirs. Ce projet nécessite la mise en place de collaborations entre disciplines historiques, littéraires, scientifiques, sociologiques et la mobilisation de soutiens institutionnels. Notre objectif est d'en faire un support de recherche, mais surtout un vecteur d'intégration et d'*empowerment* des jeunes chercheur·euses.

Conclusion

Si nous ne devons conserver qu'un enseignement tiré du séminaire, ce serait le constat selon lequel partout où l'on entreprend de chercher des femmes dans la production ou la circulation des sciences et des savoirs... on en trouve⁶⁹ ! Elles sont juste aux côtés des figures masculines. Même si l'évolution de la discipline historique depuis les années 1980-1990 en France (*spatial turn, linguistic turn, practical turn*) a contribué à ouvrir les questionnements les concernant, elle n'a pas réussi pour autant à les légitimer complètement. À la lumière de ces trois années, nous avons pu constater combien cette quête reste difficile en raison du peu de traces archivistiques accessibles, résultat d'une plus faible production et visibilité liées à l'affectation sociale genrée des femmes et à la sélection genrée opérée par les processus passés de conservation archivistique.

Par ailleurs, ce séminaire est vite devenu un outil de légitimation (pour les actrices de l'histoire, mais aussi pour les jeunes chercheur·euses participant à cette communauté) et, par là même, de pouvoir et de production de savoirs féminins et de savoirs sur le féminin. Il s'est avéré être un véritable levier d'*empowerment* aussi bien pour les participant·es que pour nous, organisatrices. Production, circulation, pratiques, pouvoir, frontières, espaces et marges ne sont pas restés de simples thèmes de séances, mais ont pris corps tout au long de ces années d'activités, témoignant du caractère politique de ce « lieu de savoir ». La petite communauté rassemblée par le séminaire a insisté sur l'importance de donner une suite à cette initiative. Il nous apparaît donc essentiel de

⁶⁹ Nos propos sonnent comme une répétition de ceux de Margaret W. Rossiter dans un article de 2012 à propos des archives de femmes scientifiques américaines : « *The More You Look, the More You Find* ». Cet article a été récemment traduit dans la revue *Zilsel* : Margaret W. Rossiter, « Plus vous regardez, plus vous trouvez : les archives des femmes scientifiques américaines contemporaines », *Zilsel*, n° 8, 2021, p. 397-401.

militer pour que d'autres ateliers, *symposia* ou colloques sur ces mêmes thématiques soient organisés en histoire des sciences et des savoirs. Les savoirs générés dans de tels espaces fournissent des outils de pouvoir pour lutter contre les discriminations dans le monde savant. C'est par ces luttes de nature politique qui traversent la communauté académique que les savoirs s'enrichissent, acquièrent leur légitimité et qu'une stratégie d'*empowerment* de leurs acteur·ices produit ses effets. En somme, il faut mettre en place des outils concrets pour sortir de l'exemption et produire une histoire et une mémoire différentes.

La visibilisation des questions de genre dans l'histoire des sciences et des savoirs devrait être soutenue plus largement et durablement par les institutions. Il est donc crucial de marteler l'importance de poursuivre ce genre d'initiatives académiques et d'essaimer dans d'autres arènes comme les lieux de formation, les comités de rédaction de revues, les espaces de médiation, etc. Un de nos futurs projets vise par exemple à proposer à des étudiant·es de master d'histoire des sciences, l'analyse d'un corpus de sources variées (imprimés, manuscrits, objets matériels, lieux de savoir, presse) selon la focale du genre. Il nous semble indispensable de sensibiliser les étudiant·es à ces questions avant qu'ils et elles ne débutent leurs travaux de recherche. Une partie de nos interventions visent à rendre le plus visible possible la question des femmes et du genre en histoire des sciences, aussi bien dans un cadre académique que comme contribution à la médiation scientifique. Cette stratégie, que nous partageons avec quelques chercheur·euses de la discipline, nous a conduites pour certaines à échanger à la Villette à Paris, à l'espace Mendès France à Poitiers avec des scolaires et un public varié. Nous avons également investi la plateforme EMAN, plateforme d'édition numérique de manuscrits, alors principalement mobilisée par les disciplines littéraires. Les réactions reçues (ironie, plaisanteries douteuses, hostilité) à l'occasion de la diffusion des séances montrent bien que ce type de proposition reste une anomalie dans les listes de diffusion ou dans le panorama de la recherche en histoire des sciences. Au cours de ces années, nous avons été pointées du doigt en tant que femmes, et pas seulement en tant que jeunes chercheuses. Une nécessité, éthique et politique, d'intégrer les études sur les femmes et le genre dans le quotidien de l'histoire des sciences et des savoirs émerge pour transformer une cité savante encore et toujours trop masculine. Il y a urgence.